

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Direction Générale de la Planification et de
l'Aménagement du Territoire



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT

GENERAL SECRETARIAT

General Directorate of Planning and
Regional Development

PROJET DE RELANCE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DU LAC TCHAD
LAKE CHAD REGION RECOVERY AND DEVELOPMENT PROJECT
UNITÉ DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET (UMOP)

PARTICIPATION DE LA DELEGATION CAMEROUNAISE AU DEUXIEME FORUM INTERNATIONAL ANNUEL SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DU LAC TCHAD

RAPPORT DE MISSION



Niamey, du 23 au 25 Mai 2023

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
I. DEROULEMENT DES TRAVAUX DU FORUM	4
A. CEREMONIE D'OUVERTURE.....	4
❖ Visite des stands.....	4
B. TRAVAUX EN PLENIERE	4
❖ Session 1 : Développement des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique du bassin du Lac Tchad.....	5
❖ Session 2 : Interconnectivité et développement socio-économique dans le bassin du lac Tchad	5
C. TRAVAUX EN ATELIER.....	6
❖ Atelier 1 : Intégration régionale : infrastructures, mobilité, gouvernance et sécurité des frontières	6
❖ Atelier 2 : « Développement agricole, résilience et bonnes pratiques »	8
❖ Atelier 3 : « Gestion des connaissances pour la prise des décisions dans la région du Lac Tchad »	9
❖ Atelier 4 : « Cohésion sociale et inclusion dans le bassin du Lac Tchad »	10
❖ Atelier 5 : « Dynamique du climat, gestion des risques d'inondation et migration dans le bassin du lac Tchad »	11
❖ Atelier 6 : Comment le développement communautaire local peut-il soutenir la résilience et l'adaptation au changement climatique ?	11
D. CEREMONIE DE CLOTURE	12
II. REUNION DU COMITE REGIONALE DE COORDINATION (CRC).....	13
A. DEROULEMENT DE LA REUNION.....	13
B. RECOMMANDATIONS DE LA REUNION.....	14
III. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATION DU 1 ^e FORUM INTERNATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DU LAC TCHAD.....	14
CONCLUSION	16

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Relance et de Développement de la Région du Lac Tchad (**PROLAC**) et du Projet Multisectoriel de Redressement de Crise (**MCRP**), notamment en ce qui concerne la composante 1a relative à la plateforme- régionale de suivi et de connaissance, et secrétariat pour le développement de la région de lac Tchad, s'est tenu, du **23 et 25 Mai 2023**, au Centre International de conférence Mahatma Gandhi de Niamey, République du Niger, le 2^e Forum International Annuel sur le Développement de la Région du Lac Tchad sous le thème « **Intégration Régionale et Gestion des Risques liés aux Ressources Naturelles : Solutions pour une Paix et un Développement Economique Durables dans la Région du Lac Tchad** ».

L'objectif dudit forum était d'échanger et de partager les informations sur les différentes initiatives en cours ou envisagées dans le cadre de la sauvegarde du Lac Tchad et de la résilience des populations qui y vivent.

A cet effet, le Forum a connu la participation des acteurs et des décideurs locaux et internationaux de haut niveau, qui comprennent entre autres, des représentants des pays concernés par les problématiques du Lac Tchad, de la CBLT et de la Banque mondiale impliqués dans la mise en œuvre du PROLAC ainsi que d'autres acteurs intéressés, impliqués ayant une expertise avérée ou des expériences certaines en lien avec les thématiques qui seront adressées pendant le Forum.

Le Cameroun était représenté par une délégation conduite par **Monsieur DEBOK NGHEMNING Guy**, Directeur de l'Aménagement du Territoire et de la mise en valeur des Zones Frontalières 'DATZF'p.i, Représentant Monsieur le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Président du Comité National de Pilotage du PROLAC-Cameroun et comprenant :

- le Coordonnateur National du PROLAC ;
- six (06) Experts de l'Unité de Mise en œuvre du Projet ;
- deux (02) représentants des médias nationaux ;
- un (01) représentant des chefs traditionnels en l'occurrence le Sultan de Logone Birni ;
- deux (02) représentant des bénéficiaires respectivement les maires des communes de Fotokol et de Zina;
- un (01) représentant de la société civile ;
- un (01) représentant des institutions de recherche ;
- deux (02) chercheurs ;
- trois (03) praticiens ;
- trois (03) bénéficiaires directes (Femme, Homme et Jeune) ;
- un (01) étudiant.

La liste nominative des personnes concernées est jointe en **annexe 1**.

IL convient de relever qu'à la suite du Forum, s'est tenue, le **26 mai 2023** une réunion d'échanges entre les UMOPs des différents pays, de la CBLT et les équipes de la Banque mondiale.

Le présent rapport fait le point sur le déroulement des travaux des deux rencontres susmentionnées et ressort les principales recommandations qui en ont découlé.

I. DEROULEMENT DES TRAVAUX DU FORUM

Les travaux du 2^e Forum international Annuel sur le Développement du Lac Tchad se sont déroulés en quatre articulations :

- cérémonie d'ouverture ;
- travaux en plénière ;
- travaux en atelier et restitutions ;
- cérémonie de clôture.

A. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été ponctuée par plusieurs interventions, notamment celles du :

- Secrétaire Exécutif de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), **Amb. Mamman NUHU**, par ailleurs Chef de la Force Multinationale Mixte (FMM) ;
- représentant de la Banque Mondiale au Niger ;
- l'allocution du Représentant du Président en exercice du Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad de M. le Gouverneur de la Région de l'Extrême Nord Cameroun, Monsieur **DIYEM Laurence** en qualité de ;
- Premier Commissaire de la République du Niger auprès de la CBLT, en l'occurrence **M. Adamou Mahaman**, Ministre nigérien de l'Eau et de l'Assainissement ;
- représentant du Président de la République du Niger, **SE Mahamadou Ouhoumoudou**, Premier Ministre de la République du Niger.

Au terme de la cérémonie d'ouverture, s'en est suivi une photo de famille et la visite guidée des stands.

❖ Visite des stands

Le stand du PROLAC Cameroun a été visité par plus de 300 personnes et les supports de communication visibles dudit stand comprenaient :

- quatre (04) Roll up dont l'un présentant succinctement les principaux résultats obtenus à date, suivant une catégorisation par domaine d'intervention, et les trois autres ressortant en image les principales réalisations et activités implémentées par le projet ;
- les grands visuels imprimés sur bâche par le comité d'organisation qui entouraient tout le carré mis à la disposition du PROLAC Cameroun ;
- les dépliants d'information sur le PROLAC ;
- les produits (farines enrichies, biscuits...) des bénéficiaires du PROLAC ;
- les plaquettes sur l'état de mise en œuvre des activités du PROLAC
- des fiches techniques sur le processus de transformation des produits agricoles et celles relatives aux diverses activités mises en œuvre dans le cadre des conventions de partenariat avec les institutions universitaires et de recherche ;
- la présentation d'un poster d'une étudiante de Master de l'Université de Maroua bénéficiaire de la bourse PROLAC présentant les résultats des travaux de recherche.

B. TRAVAUX EN PLENIERE

Les travaux en plénière ont été fait en deux (02) sessions comprenant chacune deux (02) présentations suivies de discussion sur les thématiques ci-après :

❖ Session 1 : Développement des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique du bassin du Lac Tchad.

Cette session avait pour objectif d'identifier les défis et les perspectives en vue d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles du bassin du Lac Tchad. Elle a été modérée par le **Prof. M.M. Daura** Vice-Recteur de l'Université de l'Etat de Yobé, Nigeria et a connu les présentations suivantes :

- « **Changements environnementaux et ressources en eau dans le bassin du Lac Tchad** » par le Prof Yahaya Nazoumou, Université Abdou Moumouni de Niamey-Niger ;
- « **les effets du changement climatique sur la disponibilité de l'eau dans le bassin du Lac Tchad** » par Laila Seehausen & Sara Vassolo BGR/CBLT.

Après cette présentation, un panel de discussion a été constitué pour discuter sur les défis liés à l'accès aux ressources naturelles, les incidents liés aux inondations et aux sécheresses et proposer des mesures d'adaptation. Les membres du panel étaient :

- **Dr. Sandao Issoufou** de l'Université Abdou Moumouni de Niamey ;
- **Dr. Mahamat Nour Abdallah** de l'Université de N'Djamena ;
- **M. Konté DIAWOYE**, Coordonnateur Régional du Projet CBLT-FEM-PNUD.

❖ Session 2 : Interconnectivité et développement socio-économique dans le bassin du lac Tchad

La session était modérée par le **Dr. MAHAMAT FOUDDA DJOURAB** de l'université de N'Djamena. Les présentations du **Dr. MBARKOUTOU Mahamat Henri** sur « *Défis et perspectives en matière d'intégration dans le bassin du Lac Tchad* », Université de Maroua et de **M. VICKRAM CUTTAREE**, Directeur de la Stratégie de la Banque Mondiale pour l'Afrique, relative à « *l'approche de la Banque mondiale en matière d'intégration régionale* », ont permis d'enrichir davantage la session.

Quant aux discussions en panel, elles ont porté sur : la connectivité et la mobilité des personnes et des biens dans le bassin du Lac Tchad et l'identification des défis et la proposition des pistes de solution / bonnes pratiques. Les membres du panel étaient composés de :

- **YAYE BILAN**, Ministère des Infrastructures du Niger ;
- **Pr.YAGANA BUKAR**, Université de Maiduguri ;
- **Pr. François TSOBANG**, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation du Tchad .

Les discussions ont porté sur :

- le lien entre changement climatique et interconnectivité et mobilité ;
- la nécessité de relier les différentes zones du bassin du lac Tchad par les routes ;
- le développement des activités civilo- militaires ;
- la faible collaboration entre les Etats du basin du lac sur la construction des routes ;
- la connectivité et le développement du commerce ;
- la lutte contre la criminalité comme facteur de base pour faciliter l'interconnectivité ;
- la prise en compte de la citoyenneté et la cohésion sociale dans le bassin du lac Tchad.

A l'issu des discussions, plusieurs recommandations ont été formulées :

- restaurer la paix pour faciliter l'interconnectivité et l'intégration dans le bassin du Lac Tchad;
- aménager les routes pour faciliter l'interconnectivité des différentes zones de la région du lac tchad;

- les laboratoires et les universités du bassin du lac Tchad doivent travailler ensemble pour trouver les meilleurs matériaux adaptés de construction des routes;
- faciliter le commerce dans le bassin du lac Tchad et développer les chaînes de valeurs régionales;
- la CBLT doit s'adapter aux mutations survenant dans le bassin du lac Tchad et développer les programmes de reconstruction intégrateurs;
- développer la citoyenneté du bassin du lac Tchad afin de renforcer la cohésion sociale entre les riverains du lac Tchad ;
- renforcer les activités civilo- militaires dans le bassin du lac Tchad.

C. TRAVAUX EN ATELIER

Les travaux en atelier se sont déroulés en deux (02) sessions réparties en trois (03) ateliers techniques chacune en parallèle. Les discussions ont porté globalement sur les défis et les solutions liés, entre autres, à la gouvernance locale, l'interconnectivité, l'engagement citoyen et à la cohésion sociale dans la région du Lac Tchad.

❖ Atelier 1 : Intégration régionale : infrastructures, mobilité, gouvernance et sécurité des frontières

Cette session avait portée sur l'intégration régionale, les infrastructures la mobilité, gouvernance et la sécurité des frontières dans le bassin du Lac Tchad. Elle a été modérée par le **Prof. Abba Gana Shettima, Université de Maiduguri au Nigeria** et a connu les présentations suivantes :

- « **Intégration régionales infrastructures, mobilité, gouvernance et sécurité des frontières** » par le **Prof. ISSA SAIBOU** de l'Université de Maroua, Cameroun ;

Après cette présentation, un panel de discussion a été constitué pour discuter sur les défis liés à l'intégration régionales infrastructures, mobilité, gouvernance et sécurité des frontières. Les membres du panel étaient :

- **Pr Abubakar Mu'azu**, Université de Maiduguri au Nigeria ;
- **Madame BEVIA Respa**, Réseau des associations des femmes et unité d'information du Tchad ;
- **Honorable KATIELLA GASSO ABDOU KATIELLOU**, Chef de Canton de MAINESOROA du Niger.

A l'issue de ces présentations et des discussions avec le panel et les participants, les recommandations suivantes ont été formulées suivant le tableau ci-dessous :

N°	Problèmes	Solutions
01	Absence d'intégration et de connectivité entre les communautés du bassin exacerbées par les barrières linguistiques et l'absence au niveau des États membres des politiques et stratégies culturelles	<p>Briser les barrières entre les populations par la promotion de la Trans frontalité culturelle dans la stratégie d'intégration régionale en favorisant l'intégration des peuples par des échanges et activités culturelles transfrontalières telles que des rencontres sportives, des festivals et des caravanes de promotion artistique</p> <p>Renforcer l'autorité des chefs traditionnels pour plus de légitimité et pour favoriser l'accompagnement</p>

		<p>communautaire en matière de développement économique, politique et socioculturelles</p> <p>Renforcer les facilités d'intégration par la mise en place des points/réseaux d'échanges / points de relais entre différents pays membre du bassin pour une interconnectivité spatiale/ géopolitique et économique</p> <p>La CBLT doit mettre sur pied un cadre/groupe de travail pour approfondir les discussions d'ordre politique, économique et socioculturel diagnostiquant les freins à l'intégration étatique et communautaire et les éventuelles pistes et perspectives</p>
02	Inadéquation entre les politiques nationales, les lois et la dynamique économique sous régionale (bassin du Lac Tchad) et les besoins réels des communautés	Mettre sur pied une synergie d'actions, des politiques concertées, des cadres juridiques et des stratégies communes afin d'adresser efficacement les défis et enjeux liés à la trans frontalité des besoins des communautés et des États (mise en place de facilités économiques pour favoriser les échanges transfrontaliers, zone d'activités économiques)
03	Porosité des frontières favorables à la montée de la criminalité organisée	<p>Les quatre pays membres du bassin doivent organiser et coordonner des patrouilles mixtes conjointes le long des frontières pour renforcer les activités de la FMM et préparer son éventuelle fin de mission et appropriation communautaire effective des questions sécuritaires</p> <p>Recruter des jeunes des différentes communautés le long des frontières aux cotés des FDS pour renforcer la présence des forces de défense</p>
04	Faible présence de l'État dans les périphéries et zones dites rouges	<p>Renforcer la présence de l'État dans les zones accessibles ou récupérées par une multiplication des patrouilles conjointes et des activités des sectoriels</p> <p>Domestication par les communautés des stratégies nationales de lutte et de préservation territoriale</p>
05	Exacerbation et recrudescence de la violation des droits humains	<p>Sensibiliser les FDS et les communautés sur le respect des droits de l'homme</p> <p>Sensibiliser et Impliquer les femmes et autres groupes vulnérables dans les sphères de prises de décisions relatives aux enjeux liés à leurs droits fondamentaux et leur bien être</p>
06	Zones commerciales non encadrées	Aménager des zones transfrontalières pour une cohésion d'échanges entre les États et les communautés ; lesdites facilités devront déboucher

		sur des espaces marchands communs et un cadre formel d'échanges commerciaux sous régional afin de limiter la fraude et la contrebande
--	--	---

❖ Atelier 2 : « Développement agricole, résilience et bonnes pratiques »

L'atelier a été conduit par le **Pr DJANGRANG MANNA**, modérateur assisté du **Dr ALI BACHIR**. Par ailleurs, les présentations étaient axées sur ***l'utilisation des pratiques agricoles intelligentes face au climat pour renforcer la résilience dans le bassin du lac Tchad*** par le **Pr Daniel GWARY**.

Après le rappel du thème de la session, le modérateur a fait un bref rappel historique du bassin du lac Tchad pour déboucher sur l'importance du développement agricole, de la résilience et des bonnes pratiques. Il a abordé la question d'une agriculture intelligente qui s'adapte à son milieu lacustre et vulnérable. Dans cet écosystème humide et fragile où l'impact du changement climatique est réel, l'homme pratique l'agriculture, l'élevage et la pêche. Le Bassin du Lac Tchad est un espace vulnérable qui réduit les opportunités, où sévit l'insécurité et des conflits dus à la gestion des ressources naturelles. Ainsi, il s'agit d'examiner les défis en termes de développement agricole dans un contexte de résilience et de proposer des bonnes pratiques locales.

Enfin, en termes de perspectives, l'intervenant a suggéré que la population adopte des mesures telles que ; la gestion durable des terres (travail minimum du sol, semis sous couvert végétal, la fixation de l'azote), la gestion de l'eau (micro-barrage, utilisation des pompes solaires etc.) utilisation des variétés de plantes résistantes aux insectes, tolérantes à la chaleur et utilisation de la biotechnologie.

Cette session avait au total cinq panelistes. Les interventions des uns et autres ont porté sur les bonnes pratiques ou des études de cas dans les différents pays du bassin du Lac Tchad. Les points saillants sont entre autres que :

- les communautés mettent en œuvre leur milieu ;
- développement des techniques antiérosives ;
- permettre à l'eau de s'infiltrer et mieux gérer les ressources naturelles que sont l'eau, la terre /sol et les plantes ;
- préservation du potentiel de production agricole ;
- changer de paradigme en mettant l'accent sur les plantes s'adaptent aux changements climatiques ;
- mettre l'accent sur la transformation des produits agricoles ;
- adapter les cultures par rapport aux inondations ;
- renforcer les capacités des producteurs et éleveurs ;
- utiliser les biopesticides ;
- évaluer les risques climatiques dans la mise en place des infrastructures et des plans locaux de développement.

Les défis relevés par les membres du groupe sont les suivants :

- ensablement des cuvettes ;
- modernisation de l'agriculture ;
- améliorer les infrastructures locales ;
- supporter les institutions locales en mettant à disposition des données ;
- promotion des biopesticides ;

- utiliser les énergies renouvelables ;
- maîtrises des techniques d'irrigation ;
- adaptation des pratiques agricoles ;
- mobilisation des producteurs et éleveurs ;
- gestion des pertes post récolte ;
- construction des routes ;
- disponibilité des données ;
- disparition de la biodiversité (eg vache kouri) ;
- harmonisation des lois sur la transhumance dans tous les pays.

❖ Atelier 3 : « Gestion des connaissances pour la prise des décisions dans la région du Lac Tchad »

Cette session avait pour objectif de discuter de l'importance de la gestion des connaissances dans la facilitation et l'opérationnalisation d'une vision commune pour une paix et un développement durable de la région du Lac Tchad.

Elle a été modérée **le Pr. Amir Mougache** et a connu les présentations suivantes :

- **M. Alio Abdoulaye**, Coordonnateur de PROLAC CBLT sur les résultats de l'enquête régionale réalisée par le cabinet NIRAS sur les données qui doivent alimenter la KMP et la plateforme régionale des connaissances.

Il ressort de cette présentation que huit secteurs prioritaires ont fait l'objet de cette collecte avec vingt-quatre (24) indicateurs de base. L'étude a porté sur une population de 9700 répondants repartis dans les quatre (4) pays, zone d'intervention de PROLAC et MCRP. Les résultats de cette étude permettront d'orienter la recherche scientifique et opérationnelle et d'alimenter la KMP. L'étude a fait les recommandations suivantes :

- repenser les fondements d'une approche régionale de stabilisation et de développement ;
- utiliser la KMP pour développer un modèle générique de stratégie régionale.

Suite à cette présentation, des panélistes ont pris la parole pour partager leurs expériences avec les participants en ligne et en présentiel sur le sujet. Il s'agit entre autres de base de données de l'université de Diffa qui a contribué à la sauvegarde de l'habit des giraffes, de la centralisation des données nationales du Nigéria à travers le MCRP, l'accès aux données existants, de la connexion des plateformes nationales à la plateforme régionale de la CBLT, la génération des nouvelles sources des données. Ils ont mis aussi en exergue la nécessité d'une pérennisation de la plateforme après le PROLAC, la mise en synergie des plateformes, l'accessibilité des populations bénéficiaires aux données, etc.

Par ailleurs, les participants ont été scindés en 2 groupes de travail pour discuter des défis liés à la collecte des données, les enseignements tirés et les bonnes pratiques. Il ressort des travaux de groupes les résultats suivants :

Les défis liés à la collecte des données sont entre autres : l'accessibilité des données et métadonnées, la vulgarisation des données, la propriété intellectuelle, la fiabilité des données collectées, la pérennisation du financement de la collecte des données, l'exploitation et l'analyse des données, l'accès aux sites (problèmes d'infrastructures), l'harmonisation des outils de collecte des données, la capitalisation sur les données existant, la sécurisation et la mise à jour des données, la communication et la sensibilisation sur les données.

Les enseignements tirés et bonnes pratiques sont entre autres : l'implication des parties prenantes, la collaboration entre les ONGs et les institutions de recherche, le mécanisme d'aide à la décision, la bonne gouvernance, l'existence des bases de données, l'existence et l'utilisation de la technologie.

❖ **Atelier 4 : « Cohésion sociale et inclusion dans le bassin du Lac Tchad »**

La session a permis de discuter sur la cohésion sociale comme outil de renforcement de la confiance et de la coexistence pacifique entre les communautés et les populations, la lutte contre l'exclusion et la marginalisation par le développement communautaire participatif dans le bassin du lac Tchad. Elle a été modérée par le **Pr. Yayé Dramé Aïssatou**, de l'Université Abdou Moumouni, Niger. Plusieurs présentations ont été faite sur :

« *La cohésion sociale et l'inclusion comme outils de renforcement de la confiance et de la coexistence pacifique entre et au sein des communautés et des populations de la région du lac Tchad* » présenté par **Hamsatu A. Allamin** ONG Nationale / OSC Maiduguri, Nigeria.

« *La cohésion sociale dans le bassin du Lac Tchad : leçons apprises du Projet RESILAC et perspectives de renforcement du vivre-ensemble* » présenté par **Mme. Hélène RONCERAY**, Coordonnatrice régionale, RESILAC-Tchad.

Ainsi, les interventions ont été axées sur : « *La lutte contre l'exclusion et la marginalisation par le développement communautaire participatif dans le bassin du lac Tchad* » et « *La justice transitionnelle pour une intégration communautaire pacifique* » présenté par : **M. Moussa Tchangari**, Alternative Espace citoyen, Niger, le **Prof. Ibrahima Umara** de l'Université de Maiduguri, du Nigeria, **M. MBODOU Seïd**, du Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale du Tchad, le **Pasteur HETECK** de l'Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux (ACADIR), du Cameroun.

Il est ressorti des échanges, les points suivants :

- la responsabilité parentale dans la prévention et la construction du modèle de la cohésion sociale par une éducation de basée sur le respect d'autrui, le pardon mais aussi en contrôlant les fréquentation des enfants ;
- intégrer dans le programme scolaire de base les notions essentielles tels que : l'amour du prochain, le respect mutuel, etc.
- asseoir un modèle de formation adapté dans la formation coranique en veillant à la qualité des enseignements et des enseignants ;
- maintenir le dialogue inter et intra religieux afin de prévenir et gérer les conflits ;
- mettre à contribution les leaders religieux dans la construction du tissu social et promouvoir le vivre ensemble ;
- garantir l'équité dans la redistribution des biens de l'état afin d'éviter tout conflit ou repli identitaire ;
- envisager la promulgation d'une loi encadrant les problématiques de la cohésion sociale ;
- repenser la question de la réintégration ou de la réinsertion sociale des anciens membres de boko haram en proposant des modules de formation adapté à la demande du marché de l'emploi.

❖ **Atelier 5 : « Dynamique du climat, gestion des risques d'inondation et migration dans le bassin du lac Tchad »**

Cet atelier était modéré par **M. Ousman Baoua**, Direction nationale de la Météorologie, Niger et présenté par le **Pr. Florance Sylvestre**, IRD, Tchad ; le **Pr. Florance Sylvestre**, de l'IRD au Tchad et le **Dr. Mouadjamou Ahmadou** de l'université de Maroua, Cameroun sur les thématiques suivantes : « *Le bassin du Lac Tchad et les conséquences du changement climatique : Etude de cas de la situation hydrologique en 2022* » et « *Film sur les inondations dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun* ». L'objectif était d'identifier les dynamiques climatiques récentes pour mieux comprendre les cycles secs et humides, minimiser les effets de la sécheresse et utiliser les eaux de crue.

Les panélistes ci-dessous ont principalement axés leurs interventions sur l'identification des dynamiques climatiques récentes pour mieux comprendre les cycles secs et humides, minimiser les effets de la sécheresse et utiliser les eaux de crue.

- **Pr. Salamatou Abdourahmane**, Université de Diffa, Niger ;
- **Dr. Garba Sambo**, Université de Maiduguri, Nigeria ;
- **Dr Hamidou Diawara** de AGRHYMET, Niger ;
- **Dr. NGUETORA Madjyara**, Consultant indépendant au Tchad ;
- **Pr. MOHAMAN Arabi**, de l'Université de Maroua au Cameroun.

C'est dans ce cadre qu'il a été recommandé de :

- procéder à l'évaluation des ressources en eau et renforcement des réseaux d'observations (réseau hydrologie, hydrogéologique, climatique, etc.)
- il est important d'assurer la maîtrise de l'eau par les aménagements adéquats afin d'optimiser le surplus de l'eau qui occasionnent les catastrophes liées aux inondations
- développement des modèles à partir des données fiables sur les ressources en eau
- renforcer la collaboration en termes de partage d'information sur les phénomènes climatiques entre les états membres du bassin ;
- la CBLT doit initier une étude régionale sur la vulnérabilité des populations et les écosystèmes aux effets des changements climatiques
- développement et mise en œuvre d'une approche préventive face au phénomène des inondations catastrophique ;
- concevoir des plans d'aménagement adaptés pour les villes tenant compte des risques d'inondation ;
- intégration des risques climatiques dans les planifications de développement.

❖ **Atelier 6 : Comment le développement communautaire local peut-il soutenir la résilience et l'adaptation au changement climatique ?**

Cet atelier a été modéré par Adrian Morel puis deux présentations ont été faites par :

- **KANTA RIGAUD**, Expert en changement climatique du groupe de la Banque Mondiale sur « *les leçons tirés sur du rapport de groundswell* »
- **Marc Lacharme**, Expert à la FAO Niger sur *les recommandations pratiques pour agriculture résiliente au climat/comment disséminer ces informations au sein des communautés.*

Globalement, les panélistes ont discuté sur Comment les Comités Locaux de Développement (CLD) peuvent-ils être utilisés pour renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des communautés et

des pasteurs au changement climatique, à la migration climatique et les impliquer dans le processus de prise de décision ? Comment l'égalité d'accès aux ressources participe-t-elle au renforcement de la résilience aux chocs climatiques / à l'anticipation/réduction des migrations climatiques, notamment chez les pasteurs ? Quelles politiques et capacités institutionnelles sont nécessaires pour permettre aux gouvernements et aux municipalités de favoriser la participation des communautés à la prise de décision et la contribution aux efforts visant à renforcer l'adaptation et la résilience à la migration, climatique/au changement climatique ?

❖ Atelier 7 : Développement socio-économique dans le bassin du lac Tchad du point de vue des femmes et des jeunes

L'atelier portait sur le rôle des femmes et des jeunes dans le développement socio-économique, les activités génératrices de revenus, le renforcement des capacités des femmes et des jeunes, l'implication des femmes et des jeunes dans les activités de la chaîne de valeur. Il a été modéré par **Dr. KOULTCHOUMI Babette**, de l'Université de Maroua, Cameroun. Les différentes présentations ont été faites par :

- **Dr. Hamet Mahamane Mahamadou Bachir**, Université de Diffa, Niger sur Place des femmes et des jeunes dans le développement socio-économique du bassin du Lac Tchad ;
- **Najat Yamouri et Annabelle Vinois**, Banque Mondiale sur l'extrémisme chez les jeunes au Niger.

Le panel de discussion était constitué de :

- **Dr. MBARKOUTOU MAHAMAT Henri**, Université de Maroua, Cameroun ;
- **Prof. Yagana Aji**, Université de Maiduguri, Nigeria ;
- **Mme BINTA Boukar**, Réseau des femmes dans le Bassin du Lac Tchad.

Les discussions ont porté sur les activités génératrices de revenus, le renforcement des capacités des femmes et des jeunes ; l'implication des femmes et des jeunes dans les activités de la chaîne de valeur.

❖ Atelier 8 : Accès à l'information et à la production de données au niveau des UMOP, des Universités et des Institutions de recherche pour alimenter la KMP

L'atelier a été modéré par **Pr. AMIR MOUNGACHE**, Université de N'Djamena, Tchad et a porté sur l'état des lieux des bases de données existantes dans les Universités du bassin du lac Tchad afin de renforcer la collaboration scientifique. Les présentations ont été faites par :

- **Dr. Moussa Boubacar**, Université de Diffa, Niger ;
- **Dr. Garba Sambo**, Université de Maiduguri, Nigeria ;
- **Pr. Ali Ahmed**, Université de Maroua, Cameroun ;
- **Dr Zakinet Dangbet**, Université de N'Djamena, Tchad ;
- **Babazannah Abdulkarim**, UMOP MCRP Maiduguri, Nigeria.

D. CEREMONIE DE CLOTURE

Après trois (03) jours d'échanges sur le thème : « *Intégration Régionale et Gestion des Risques liés aux Ressources Naturelles : Solutions pour une Paix et un Développement Economique Durables dans la Région du Lac Tchad* », le forum a pris fin avec une déclaration (voir annexe 2). Cette déclaration ressort les conclusions et recommandations importantes qui ont été adressées aux gouvernements des pays du Bassin du Lac Tchad. Les remerciements sont adressés d'une part, à

l'endroit des organisateurs et des autorités de la République du Niger et d'autre part, à l'endroit de tous les panélistes et participants au Forum.

II. REUNION DU COMITE REGIONALE DE COORDINATION (CRC)

En marge de ce forum, l'équipe de l'UMOP du PROLAC Cameroun a pris part à la 1ere réunion du Comité Régionale de Coordination (CRC) sous la présidence du Nigeria pour échanger les acquis du PROLAC, les leçons apprises et les éventuelles thématiques à adresser en d'une seconde phase du PROLAC.

A. DEROULEMENT DE LA REUNION

Le vendredi, 26 mai 2023, s'est tenue dans la salle de réunion de l'Hôtel Bravia à Niamey au Niger, l'atelier d'échange entre les UMOP/PROLAC-Pays, la BM et la CBLT.

Les travaux de cet atelier ont porté essentiellement sur la mise en œuvre des activités du PROLAC dans la région du Lac Tchad et la coordination des activités du Comité Régional de Coordination par la CBLT.

Y ont pris part :

- le Directeur Technique de la CBLT ;
- l'équipe de la Banque Mondiale ;
- les UMOP-Pays du Niger, Nigéria, Tchad et Cameroun.

Ledit atelier a été conduit sous la co-modération du Coordonnateur du MCRP-PROLAC, M. Dandjuma et le Directeur Technique de la CBLT, M. Banseka. Après les civilités d'usage et les mots d'introduction et d'accueil du Directeur des activités en Afrique de la BM, M. VICRAM, qui a confirmé que l'engagement de la BM vers le Bassin du Lac Tchad s'intègre normalement dans la stratégie de stabilisation régionale. Le DT de la CBLT M. Banseka, a remercié tous les participants de manière générale et spécifique l'équipe de la CBLT pour l'organisation du forum et ledit atelier. Adrian Morel de la BM a juste après le DT pris la parole également pour remercier l'équipe d'organisation du 2ème forum sur le développement de la région du Lac Tchad et rappeler l'objectif de cet atelier et les attentes de la BM à travers une stratégie sur le long terme de mise en œuvre des activités du PROLAC de façon globale.

Les travaux de cet atelier ont commencé par les présentations de l'état de mise en œuvre des activités, les difficultés rencontrées, les leçons apprises et les activités proposées pour la seconde phase du PROLAC. Tous les Coordonnateurs se sont prêtés à l'exercice, suivant l'ordre ci-après :

- la présentation du MCRP/PROLAC ;
- la présentation du PROLAC/CBLT ;
- la présentation du PROLAC-Cameroun ;
- la présentation du PROLAC-Niger ;
- la présentation du PROLAC-Tchad.

Après les différentes présentations, plusieurs préoccupations qui concernent les points ci-dessous ont été posées :

- la stratégie de traitement de l'eau ;
- la qualité des routes du côté du Tchad ;
- la connectivité ;
- le développement des chaînes de valeurs etc.

La seconde phase de l'atelier a concerné la coordination des activités. Le DT de la CBLT a tout d'abord tenu à rappeler le rôle de la CBLT de façon globale et spécifiquement son rôle au sein du Comité régional de coordination (CRC) du PROLAC. Dans la même lancée, le DT a rappelé la stratégie de stabilisation et son lien avec le PROLAC.

B. RECOMMANDATIONS DE LA REUNION

A l'issu de toutes ces présentations et après échanges, les recommandations et résolutions ci-après ont été formulées :

- un comité composé des représentants de toutes les UMOP a été désigné pour rédiger le TDR d'opérationnalisation des activités du CRC, tout en précisant les rôles de toutes parties prenantes ;
- les activités communes aux quatre UMOP/Pays sur le plan régional ci-dessous ont été retenues :
 1. Accroître l'inter connectivité avec la construction de routes ;
 2. Améliorer la cohésion sociale avec la promotion des activités socioculturelles ;
 3. Encourager une plus grande participation locale;
 4. Des mesures d'adaptation pour relever les défis liés au changement climatique et améliorer la résilience ;
 5. Renforcer les voies de gestion des connaissances et d'échange d'idées, de leçons apprises et d'expériences.

III. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATION DU 1^e FORUM INTERNATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DU LAC TCHAD

N°	RECOMMANDATIONS	ETAT DE MISE EN OEUVRE
01	Améliorer la connectivité pour désenclaver les populations rurales et connecter les producteurs aux marchés.	La réhabilitation en cours de deux tronçons de routes rurales Kousséri- Logone Birni-Zimado (50 Km) et Maltam- Bodo-Makary (77 Km).
02	Soutenir les échanges d'expérience et de solutions concernant la mise en œuvre des projets de développement dans les zones difficiles d'accès et les plus exposées à l'insécurité.	L'implication du PROLAC dans la mise en œuvre du projet PBF NEXUS LOGONE BIRNI avec les organisations du système des Nations unis.
03	Investir dans la capacité des collectivités locales qui jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre du développement de la région.	Construction de 07 hangars et blocs de 10 boutiques dans les marchés ruraux dans les arrondissements de Logone Birni, Goulfey, Hile Alifa ; Construction de deux entrepôts dans les communes de Makary et Darak ; Construction de 03 magasins de stockage dans les communes de Kousséri et Blangoua.
04	Appuyer et renforcer les capacités de la société civile et des communautés elles-mêmes afin d'assurer un meilleur engagement des citoyens dans la gouvernance locale	Le recrutement et appui technique et financier des organisations de la société civile comme partenaire de mise en œuvre des activités du PROLAC. Il s'agit de :

		<p>Centre d'Appui au Développement local Participatif Intégré (CADEPI) pour la mise en place d'un dispositif de prévention et de gestion des conflits ainsi que des violences faites aux femmes incluant des campagnes d'éducation à la citoyenneté et à la culture de la paix dans le Logone et chari ;</p> <p>Jeunesse Sans Frontière (AJESAF) pour la sensibilisation et la formation des jeunes du département du Logone et Chari à la transformation des déchets plastiques en pavé écologique.</p>
05	Garantir aux femmes, aux jeunes et aux groupes vulnérables une forte implication dans la prise des décisions	<p>Selon les statistiques de 2022, sur les 30 885 bénéficiaires directs touchés, les femmes représentent les 44% soit au nombre de 13 673.</p> <p>Dans les 20 comités de gestion des ouvrages, 30% des membres sont des femmes.</p>
06	Concernant le défi du changement climatique, produire un état des lieux systématique des pratiques et approches adaptatives qui ont connu le succès dans la région ainsi que ceux n'ont pas été fructueuses afin d'en tirer des leçons.	En cours
07	Améliorer l'accès aux données et aux informations sur le changement climatique et les mesures d'adaptation au changement climatique en développant la capacité des institutions locales, nationales et régionales.	Equipement en cours du centre météorologique et climatologique de l'annexe de l'université de Maroua à Kousséri.
08	Soutenir les collectivités locales avec les outils et compétences techniques afin d'intégrer de manière systématique les considérations climatiques dans leur Plan de Développement au niveau communal ou territorial.	Actualisation en cours des Plans Communaux de Développement (PCD) des communes de Logone Birni, Goulfey et Fotokol qui vont intégrer les considérations climatiques
09	Associer les universités et les centres de recherche dans la collecte et la gestion des données afin d'en assurer la pérennisation	La plateforme de gestion des connaissances a été mis en place par la CBLT et les principaux acteurs de collecte et la gestion des données sont les étudiants et les chercheurs de l'université de Maroua, IRAD et le CEEDC partenaires du PROLAC
10	Renforcer les efforts de coopération et de collaboration entre les institutions universitaires et de recherche	Dans le cadre de l'octroi des bourses de 80 bourses de recherche par le PROLAC aux

		étudiants de l'université de Maroua, les étudiants l'IRAD et du CEDC ont également bénéficier des bourses doctorales.
11	Soutenir les chefs traditionnels et leaders religieux dans leurs efforts de restauration de confiance entre les populations et le gouvernement	L'organisation d'un atelier de renforcement des capacités des chefs traditionnels et leaders religieux dans la prévention, la consolidation de la paix dans le département du Logone et chari et leur implication (information et consultation) dans les différentes activités menées sur le terrain.

CONCLUSION

Le 2^e Forum International Annuel sur le Développement de la Région du Lac Tchad a atteint ses objectifs en termes de mobilisation, de partage d'expériences, de sensibilisation et surtout de mutualisation des efforts pour adresser véritablement et de manière efficace les défis qui interpellent le Bassin du Lac Tchad. Le prochain FIDLT se tiendra à Ndjamena, République du Tchad, en 2024. Le Cameroun prendra le relais pour l'édition 2025.

Au vu de ce qui précède, le Chef de la Délégation du Cameroun au cours de la cérémonie de clôture a tenu à féliciter et remercier les autorités de la République du Niger, les responsables de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et ceux de la Banque mondiale pour l'organisation du 2^e Forum International Annuel sur le Développement du Bassin du Lac Tchad.

Aussi, a-t-il promis que le Cameroun ne ménagera aucun effort pour la mise en œuvre des recommandations du Forum.

Les principales conclusions ressortent que le prochain forum se tiendra au Tchad et le Cameroun prendra la main en 2025 selon le principe de rotation arrêté par les différents pays.

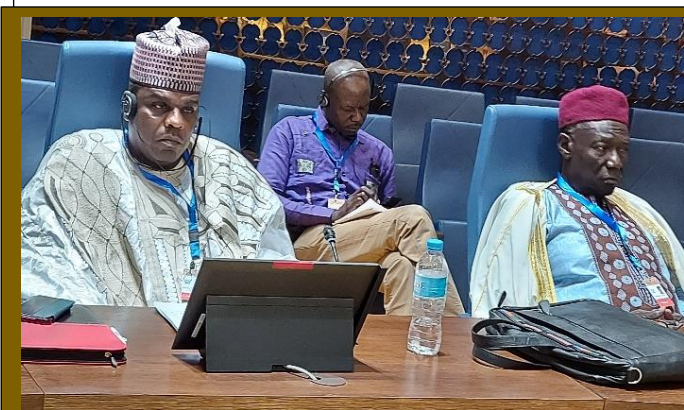
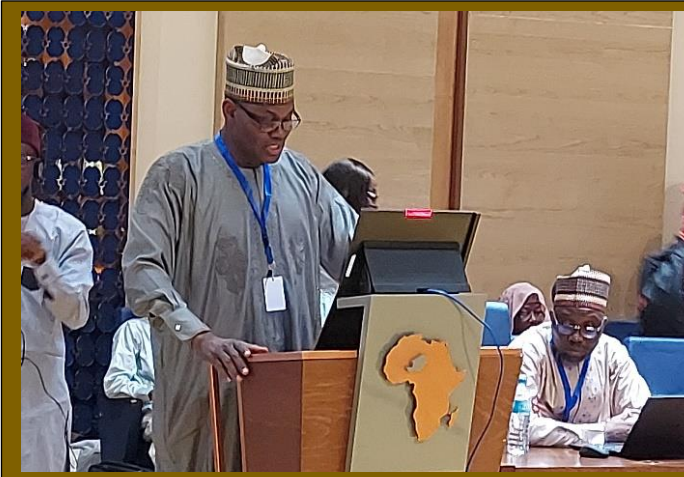
RAPPORTEUR

Mme HAWAOU SADJO DIDI
Spécialiste en gestion des connaissances

LE CHEF DE MISSION

M. ABICHO MAHAMAT
Coordonnateur National





ANNEXE 1 : La liste des participants de la délégation Camerounaise

ANNEXE 2 : Déclaration du 2^e Forum International Annuel sur le Développement de la Région du Lac Tchad (FIDLT)

ANNEXE 3 : Agenda du FIDLT

ANNEXE 4: Lettre de désignation des participants au forum par le MINEPAT.

Annexe 1

La liste des participants de la délégation camerounaise

N°	NOMS ET PRENOMS	FONCTION ET STRUCTURE	CONTACTS/EMAIL
I. Président du Comité de Pilotage (1)			
1	M.DEBOK NGHEMNING Guy	Représentant du Président du Comité de Pilotage (COPIL)	Tél :676 50 50 52/ 697 98 79 09 Email : debok.ngh@gmail.com
II. Coordonnateur National de l'UMOP/Cameroun (1)			
2	M. ABICHO Mahamat	Coordonnateur National du PROLAC	Tél : +237 695 77 13 37 Email : abicho.mahamat@prolac.cm
III. Représentant des chefs traditionnels (1)			
3	Mahamat BAHAR Marouf	Sultanat de Logone Birni	Tél : 697 32 72 33
IV. Représentant des bénéficiaires (2)			
4	DJIBRI AKTAI ALAO	Maire de la Commune de Zina	Tél : +237 670 58 95 83
5	RAMAT Moussa	Maire de la Commune de Fotokol	Tél : +237 677 30 2815
V. Organisation de la société civile (2)			
6	ABOUKAR Mahamat	Coordonnateur de l'Association Camerounaise pour l'Education Environnementale (ACEEN)	Tél : +237 699 88 52 92 Email : Aboukar_mahamat@yahoo.fr
7	Marthe WANDOU	Présidente de l'Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA)	Tél : +237 695 53 62 74 Email : marthewandou@yahoo.fr
VI. Experts UMOP (5)			
8	HAWAOU SADJO Diddi	Spécialiste en Gestion des Connaissances du PROLAC	Tél : +237 679 09 08 35 Email : hawaou.diddi@prolac.cm
9	ALIOU Moussa	Responsable Suivi Evaluation du PROLAC	Tél : + 237 696 01 35 22 Email : aliou.moussa@prolac.cm
10	HARA Taidi	Responsable Agriculture d PROLAC	Tél : +237 695 53 62 74 Email : hara.taidi@prolac.cm
11	AICHA Moussa	Responsable Bureau de Soutien Maroua du PROLAC	Tél : +237 679 52 86 20/ 690 66 03 50 Email : aicha.moussa@prolac.cm

12	OUMBE Charles	Responsable Communication du PROLAC	Tél : +237 693 83 98 89 Email : oumbe.charles@prolac.cm
13	MAHAMAT BOUKAR	Spécialiste Infrastructure du PROLAC	Tél : +237 694 60 50 55 Email : mahamat.boukar@prolac.cm
VII. Représentants des médias nationaux (2)			
13	SAID Abdoulkarim	Chef de Station de la CRTV-Kousséri FM	Tél : +237 695 29 28 95 Email : saidabdelkarim22@gmail.com
14	AMINA Akoum	Rédactrice en Chef de Salam FM Kousséri	Tél : +237 678 81 55 33 Email : aminaakoum708@gmail.com
VIII. Institutions de recherche (1)			
15	Pr. ALI Ahmed	Point focal PROLAC à l'UMa	Tél : +237 677 11 22 20 Email : aliahmed_k10@yahoo.fr
IX. Les praticiens invités (3)			
17	Pr MOHAMAN Arabi	Chef de Division de l'Aménagement des Territoires et Développement Durable à la Mission de Développement Intégré des Monts Mandara (MIDIMA)- (Un praticien des questions de gestion des risques naturels et changement climatique)	Tél : +237 675 17 54 73/ 699 87 97 97 Email : mouharabi@yahoo.fr
18	Pr SAMBO Armel	Spécialiste des questions transfrontalières dans le Bassin du Lac Tchad /Enseignant à l'UMa- (Un praticien des questions d'intégration régionale, interconnectivité et commerce transfrontalière)	Tél : +237 691 42 92 14 Email :
19	Pasteur HETECK	Président de l'Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux (ACADIR)- (Un praticien des questions de gestion des conflits et cohésion sociale)	Tél: +237 697 09 11 98 Email: heteck@yahoo.fr
X. Etudiants (2)			
21	Mme RAMATOU Lady AHMAT	Etudiante à l'université de Maroua	Tél: +237 694 05 06 96

XI. Chercheurs (2)			
22	Dr Sali Bourou	Coordonnateur du centre de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) Centre de Maroua	Tél: +237 690 03 45 52 Email: sali.bourou@gmail.com
23	Dr Mohamadou BACHIROU	Chercheur au Centre d'Etudes pour le Développement de l'Environnement au Cameroun, Antenne de Maroua (CEDC)	Tél: +237 699 22 21 46 Email: bachiroumoh@yahoo.fr
XII. Bénéficiaires Directes (Femmes, Hommes et de Jeunes) (3)			
24	Mansour Adam Djibrine	Président de Jeunesse sans Frontière	Tél: +237 674 42 67 79 Email: jeunesse_sfrontiere@yahoo.fr
25	Mme ACHE MALBOUM	Présidente de SCOOPS Femmes actives de Kawadji	Tél: +237 696 98 52 30
26	Mme AMINATOU ARKALI	Présidente des Réseaux des Associations des Femmes du Département du Logone et Chari	Tél: +237 676 13 97 86 Email: hadjaaminatoualkali@gmail.com

Annexe 2



FORUM INTERNATIONAL ANNUEL SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DU LAC TCHAD

DECLARATION DU DEUXIEME FORUM 23-25 MAI 2023 NIAMEY-NIGER

La 2^{ème} Edition du Forum International Annuel sur le Développement de la Région du Lac Tchad a été organisée du 23 au 25 mai 2023 à Niamey en République du Niger par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) en collaboration avec les Gouvernements du Cameroun, du Niger, du Nigeria et du Tchad. Elle a réuni plus de Trois cents (300) participants issus des parties prenantes actives dans la région du lac Tchad, notamment les pouvoirs publics, les Organisations de la société civile (OSC) dont les associations de femmes et de jeunes, les autorités traditionnelles et religieuses, les Experts des Projets et Programmes de Développement, les Institutions de recherche et les Universités de la région du lac Tchad, etc.

Cette 2^{ème} Edition du Forum a dressé l'état des lieux du Bassin du Lac Tchad en termes de développement durable des ressources naturelles, de résilience face au changement climatique, de mobilité et d'intégration régionale pour la paix et la stabilité.

PREAMBULE :

RECONNAISSANT que la vulnérabilité de la région du lac Tchad à de multiples risques sécuritaires tels que les conflits et l'indisponibilité des moyens de subsistance est aggravée par le changement climatique, qui entraîne des conséquences néfastes sur les ressources naturelles et le bien-être des populations. La Région de l'Extrême-Nord du Cameroun, les Provinces de Hadjer-Lamis et du Lac au Tchad et la région de Diffa au Niger ainsi que les États fédérés de Borno, Yobé et Adamawa en République Fédérale du Nigeria sont particulièrement considérés comme étant les plus affectés par les défis sécuritaires actuels en raison des activités terroristes des groupes armés non étatiques dans la région ;

CONSIDERANT que les interconnexions historiques et socioculturels partagés, accentuées par les interactions économiques, notamment commerciales dans la région, sont remise en cause en raison d'une très faible mobilité entre les pays du bassin du lac Tchad ;

RAPPELANT que la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience des zones du bassin du lac Tchad affectées par la crise Boko Haram – officiellement adoptée par le Conseil des Ministres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) en août 2018 et approuvée par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine (CPS-UA) en décembre 2018 – vise à s'attaquer aux causes profondes du conflit et à assurer la stabilisation, le relèvement et la résilience à long terme de la région ;

RECONNAISSANT les efforts considérables déployés par la Force Multinationale Mixte (FMM) et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans les portions nationales du bassin, ainsi que par les communautés locales, qui ont conduit à une amélioration progressive de la situation sécuritaire et au retour progressif des populations déplacées dans leurs terroirs ;

CONSCIENT que la réalisation d'une paix et d'un développement durables dans le bassin nécessite une coordination efficace et continue des acteurs humanitaires, de la paix et du développement aux niveaux local, national, régional et international, gage pour toute intégration régionale effective dans la région ;

RECONNAISSANT les contributions inestimables des partenaires au développement du bassin du lac Tchad en termes d'appui aux projets et programmes qui favorisent la stabilité, le relèvement et la résilience dans la région, ainsi que le rôle des Institutions universitaires et de recherche dans la production de connaissances au service de la paix, la stabilité et le développement à long terme.

LE 2^{EME} FORUM INTERNATIONAL ANNUEL SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DU LAC TCHAD ADOPTE LES CONCLUSIONS SUIVANTES:

1. Les participants félicitent les efforts déployés par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) dans le cadre de la promotion de la coopération transfrontalière entre les partenaires étatiques, techniques et financiers et les organisations de la société civile dans la mise en œuvre de la Stratégie régionale de stabilisation, de relèvement et résilience des zones du bassin du lac Tchad affectées par la crise Boko Haram. Ils saluent également les contributions inestimables et les efforts louables des différents gouvernements de la région du bassin du lac Tchad et de la FMM pour stabiliser, sécuriser et améliorer la mobilité, le commerce et la résilience des communautés. Par ailleurs, les participants exhortent les États membres à prendre des mesures globales pour renforcer la protection et répondre aux besoins les plus urgents des réfugiés, des personnes déplacées internes (PDI) et d'autres populations affectées dans la région ;

2. Les participants au Forum encouragent les États membres à poursuivre et à redoubler d'efforts en faveur de l'autonomisation des organisations de la société civile axées sur les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, afin qu'elles puissent jouer un rôle plus important dans la prise de décision ;

3. Les participants soulignent la nécessité d'adopter une approche plus locale, par exemple en travaillant directement avec les autorités et les communautés locales et en leur offrant des opportunités et des services sociaux de base. Ils soulignent également l'impérieuse nécessité de placer les besoins des populations au centre de la prise de décision, d'œuvrer sans relâche afin de minimiser les besoins, les risques et la vulnérabilité en impliquant davantage les organisations de la société civile, les institutions financières internationales et le secteur privé en tant qu'acteurs essentiels dans la recherche de solutions de développement durable dans le bassin du lac Tchad. Ils soulignent par ailleurs que le financement des partenaires internationaux devrait être fourni de manière flexible et pluriannuelle afin de permettre une transition efficace de l'aide humanitaire aux actions de développement durable.

4. Les participants au Forum reconnaissent la nécessité de rendre la réponse à la crise Boko Haram plus efficace en utilisant les pratiques et les connaissances locales. Ils soulignent la nécessité d'impliquer dès le début les autorités traditionnelles et religieuses au niveau communautaire. Ils ont reconnu l'importance de travailler avec les partenaires locaux et pour ce faire, ont discuté des moyens de soutenir la localisation et le renforcement des capacités locales de réponse face au changement climatique et à l'insécurité alimentaire ;

5. Les participants au Forum indiquent que les défis de la région ne peuvent se résoudre uniquement par les moyens militaires et qu'une approche globale, qui s'attaque aux problèmes sous-jacents tels que la pauvreté, le manque d'éducation et d'opportunités et la mauvaise gouvernance, est nécessaire.

LES PARTICIPANTS AU FORUM FORMULENT LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

1. Les États membres de la Région du Bassin du Lac Tchad doivent identifier de nouveaux mécanismes stratégiques pour faire du bassin du lac Tchad un espace économique viable et sécurisé. Ils doivent également renforcer leur soutien à la FMM afin de consolider les acquis en matière de sécurité. La FMM doit pour sa part mettre davantage l'accent sur les actions de sensibilisation des communautés par le biais de multiples interventions de coopération civilo-militaire ;
2. Les États membres doivent renforcer davantage le rôle de la CBLT dans la promotion des approches et des interventions transversales et transfrontalières dans le bassin ;
3. La CBLT doit travailler en étroite collaboration avec ses États membres pour améliorer les investissements en matière d'interconnectivité, en particulier dans pérennisation des routes rurales, et en supprimant les obstacles à la circulation des personnes dans le bassin du lac Tchad ;
4. Les États membres doivent soutenir les autorités traditionnelles et religieuses dans leurs efforts visant à rétablir la confiance entre les populations et l'État, en élaborant des stratégies visant non seulement à améliorer la coordination et la collaboration entre eux, mais aussi à renforcer leurs capacités et à faciliter le partage des connaissances pour améliorer la cohésion sociale dans le bassin du Lac Tchad ;
5. Les chercheurs du bassin du lac Tchad doivent capitaliser sur les ressources existantes, notamment les connaissances locales, pour générer des informations qui conduiront à des changements irréversibles dans la bonne gouvernance et la résilience, la connectivité, le commerce et la gestion des ressources naturelles ;
6. En ce qui concerne les défis liés au changement climatique, les participants au forum reconnaissent l'impérieuse nécessité de renforcer les capacités des institutions locales, nationales et régionales en matière de collecte et de gestion des données pour une planification et des prévisions meilleures ;
7. Les Gouvernements et les bailleurs de fonds doivent accroître les mécanismes de financement flexibles pour la préparation aux catastrophes et l'action préventive, en utilisant des financements basés sur les prévisions le cas échéant pour soutenir la résilience et prévenir les crises.

Fait à Niamey le 25 mai 2023

LE FORUM